Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

L’affaire des armes chimiques en Syrie : cherchez la Turquie

Par Al Manar
Mondialisation.ca, 31 août 2015
almanar.com

Région : Moyen-Orient et Afrique du Nord
Thème: Désinformation médiatique, Guerre USA OTAN
Analyses: SYRIE

En Décembre 2012, les réseaux sociaux et les médias arabes ont diffusé une vidéo montrant des gens masqués, installés dans une usine artisanale entrain de fabriquer des armes chimiques pour une faction armée appelée « souffle chaud »..

Cette nouvelle faction a provoqué un grand tumulte dans les milieux de l’opposition, surtout que son annonce intervient moins de trois mois après la déclaration du président américain Barack Obama que l’utilisation par le régime syrien d’armes chimiques est une «ligne rouge». Un grand nombre de politiciens et de «faucons» au sein de l’opposition syrienne à l’étranger ont accusé la Syrie d’avoir réalisé cette vidéo comme prélude à l’utilisation d’armes chimiques.

Durant le même mois, la «Brigade Riyad Abideen» de l’opposition syrienne- une brigade très active au nord de Lattaquié sur la frontière avec la Turquie – a publié une déclaration dans laquelle elle menace l’armée syrienne d’utiliser des armes chimiques si cette dernière effectue une opération militaire dans la montagne. Or, tout le monde sait qu’un grand nombre de combattants de la «Brigade Riyad Abisdeen» sont turcomans et donc liés par des liens forts avec la Turquie.

Lors de la déclaration, lue par le chef de la «Brigade Riyad Abideen», le capitaine déserteur syrien Bilal Osei, une personne qui se tenait debout prés de Bilal a soulevé une vague de réactions et de critiques. Cette personne est Nadeem Baloch, arrêté en Turquie en 2001 pour avoir formé une cellule «d’alqaida», et participer à l’attentat contre une synagogue. IL a été remis par le service d’’intelligence turc aux services de renseignement syriens, qui l’ont gardé dans la prison de Sednaya, avant d’être libéré en 2010.

Baloch est apparu dans un autre enregistrement dans laquelle il confirme qu’il est le fondateur de la faction « souffle chaud » et promet d’utiliser des armes chimiques contre les «bastions du régime à Lattaquié». Cette annonce a bouleversé la donne contre les factions militantes dans la province de Lattaquié, surtout après l’apparition d’images montrant des produits agricoles d’origine turque que Baloch a reconnu avoir utilisé pour fabriquer des armes chimiques. A peine trois mois plus tard, la «Brigade Riyad Abideen» répudie Baloch estimant que son communiqué sur l’utilisation d’armes chimiques n’est qu’une expression de menace..

Or, après ces deux épisodes avec Baloch, la Syrie connait sa première attaque d’armes chimiques, à Alep en Mars 2013. En effet, les gens du village de Khan Assal subissent de

plein fouet un bombardement chimique, provoquant la mort de 16 civils et 90 blessés dont certains sont de l'armée syrienne sachant que le village était alors sous le contrôle de l'Etat syrien. L'attaque est survenue sept mois après le contrôle par les factions militantes armées de l'usine de chlore , la seule et unique qui existe en Syrie, située dans la province à Alep (40 kilomètres à l'est d'Alep), et que les autorités syriennes avaient rapporté son exitence à l'Organisation des Nations Unies.

Suite à cette attaque, les autorités syriennes, ont porté plainte aux Nations Unies, exigeant la formation d'une commission d'enquête urgente pour déterminer les criminels dans cette affaire. Sauf qu'aucun comité n'a été créé et la requête de la Syrie est restée pendant cinq mois sans réponse pour finalement aboutir à la création d'un comité chargé d'examiner l'affaire.

Deux mois après l'attaque, les autorités turques ont annoncé avoir mis la main sur des quantités de gaz sarin, accusant le «Front al-Nosra» d'avoir tenté de les transférer vers la Syrie. Une annonce qui sert à «blanchir la page noire de la Turquie», selon une source gouvernementale syrienne, ajoutant que cette soi-disante opération turque survient au moment où des milliers de tonnes d'armes et des milliers de combattants passent en Syrie . Comme par exemple, le navire libyen «victoire» qui a accosté dans le port d'Iskenderun, chargé d'environ 400 tonnes d'armes censées être transférées vers l'intérieur de la Syrie, alors que des rapports ont confirmé que des armes chimiques ont été transférées depuis la vers la Syrie, avec l'aide du Qatar .

Après de grandes tractations au sein de l'Organisation des Nations Unies, il a été convenu d'envoyer une mission pour enquêter sur l'agression chimique contre khan Assal. La mission est arrivée le 18 Août 2013 à Damas, trois jours seulement après leur arrivée, les médias arabes et internationales ont diffusé des images montrant un grand nombre de victimes de la Ghouta, sachant que les victimes avaient sur leurs corps des traces d'une exposition à des gaz toxiques. Bien sur, les autorités syriennes ont été immédiatement accusées.
Dans l'affaire chimique de Ghouta, le chiffre des nombres des victimes n'a jamais été établi. Ainsi, le secrétaire d'Etat américain John Kerry a adopté le chiffre de l'ONU soit 1492 durant les premières heures de l'agression chimique. L'«Observatoire syrien pour les droits de l'homme», qui opère depuis Londres, a estimé que 502 victimes sont tombées. La «coalition d'opposition» a présenté le chiffre de 650, tandis que l'organisation de «Médecins sans frontières» a estimé que 355 sont tombés en martyr.

Nul doute que l'agression chimique de Gouta a brouillé les pistes en ce sens qu'elle a réussi à détourner l'attention de l'affaire chimique de Khan Assal. Et comme par hasard, au même moment, le médecin légiste d'Alep, Abdul Tawab Blackbird s'est enfoui Turquie, portant tous les documents liés à l'agression chimique de Khan Assal. Un voyage qui lui a couté la perte de beaucoup de documents et de certificats médicaux. Ces documents ont été utilisés plus tard pour soutenir «la théorie que c'est le régime qui s'est agressé lui-même».

Quelques jours après le massacre de Gouta, le Conseil de sécurité a tenu une réunion au cours de laquelle la délégation russe a présenté des documents et des images de satellite prouvant que deux missiles ont été tirés depuis les zones contrôlées par «la bannière de l'Islam», dirigée par Zahran Alloush , un proche de l'Arabie saoudite et qui a de bonnes relations avec la Turquie ..

Alloush apparait en Avril de la même année en Turquie dans plusieurs réunions avec les dirigeants de renseignements turcs et les dirigeants de l'opposition en exil.

La source originale de cet article est almanar.com
Copyright © Al Manar, almanar.com, 2015

Articles Par : Al Manar

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca